Commentaires sur le manifeste en 22 mesures des "économistes atterrés"

Posté le : 2 octobre 2010 10:37 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Attitudes

Des économistes se prétendant "atterrés" ont présenté un programme de 22 mesures. Les économistes officiels ne le commenteront pas. C'est dommage. Il faut toujours débattre en économie.

Voici nos commentaires.

Nous rappelons d'abord le texte du manifeste (fausse évidence et mesure proposée) puis nous donnons notre réponse

Fausse évidence n°1 : Les marchés financiers sont efficients
· Mesure n°1 : cloisonner strictement les marchés financiers et les activités des acteurs financiers, interdire aux banques de spéculer pour leur compte propre, pour éviter la propagation des bulles et des krachs

Le vrai problème est d'éviter que les dépôts des particuliers et des entreprises servent à des spéculations pour compte propre. Il ne faut pas interdire les opérations pour compte propre mais elles doivent être effectuées par des organismes financiers distincts des banques de dépôts et qui travailleraient sur leur capital. En cas de faillite, ces organismes ne seront pas sauvés par l'état au nom de la défense des dépôts.

· *Mesure n°2 : Réduire la liquidité et la spéculation déstabilisatrice par des contrôles sur les mouvements de capitaux et des taxes sur les transactions financières*

Les contrôles financiers n'auraient de sens que dans le cadre d'une défense concertée des valeurs des devises dans un système de change fixe. Le but serait alors de réduire des déséquilibres temporaires. Nous avons déjà dit ce que nous pensions de la Taxe sur les transactions financières.

· *Mesure n°3 : limiter les transactions financières à celles répondant aux besoins de l'économie réelle (ex.: CDS uniquement pour les détenteurs des titres assurés, etc.)*

Certains types de contrats peuvent être réglementés. Mais limiter les transactions financières parce qu'elles seraient "le mal" n'a pas de sens. Notons qu'on ajoute à une taxe de type Tobin des interdictions physiques de contracter. On bloque totalement les échanges.

· Mesure n°4 : plafonner la rémunération des traders
La rémunération des traders est une conséquence pas une cause. On entre dans la chasse aux rémunérations : on commence avec les traders et on finit où ?

Fausse évidence n°2 : Les marchés financiers sont favorables à la croissance économique
· *Mesure n°5: renforcer significativement les contre-pouvoirs dans les entreprises pour obliger les*

directions à prendre en compte les intérêts de l'ensemble des parties prenantes

Il n'y a pas de pire contre pouvoir que les consommateurs eux mêmes : s'ils ne sont plus là il n'y a plus d'entreprise. La responsabilité de l'avenir économique d'une entreprise doit rester entre les mains de sa direction. Il existe toujours pour ceux qui le veulent de monter des coopératives.

· *Mesure n°6: accroître fortement l'imposition des très hauts revenus pour décourager la course aux rendements insoutenables*

Les prélèvements représentent en France plus que la valeur ajoutée des entreprises privées. Avec des taux d'imposition pour les hauts revenus entre 80 et 100% si on prend toutes les charges en considération. Mesure d'affichage politique populiste comme pour la rémunération des traders. Aucun effet bénéfique pour personne. En revanche il faut unifier la taxation de toutes les rémunérations et éviter que certaines d'entre elles aient des fiscalités dérogatoires trop favorables.

· *Mesure n°7: réduire la dépendance des entreprises vis-à-vis des marchés financiers, en développant une politique publique du crédit (taux préférentiels pour les activités prioritaires au plan social et environnemental)*

Cela existe ; cela s'est toujours fait. Cela continuera à se faire. Les "activités prioritaires au plan social" sont un concept politique vague et ouvrant la porte au n'importe quoi.

Fausse évidence n°3 : Les marchés sont de bons juges de la solvabilité des Etats
· *Mesure n°8 : les agences de notation financière ne doivent pas être autorisées à peser arbitrairement sur les taux d'intérêt des marchés obligataires en dégradant la note d'un État : on devrait réglementer leur activité en exigeant que cette note résulte d'un calcul économique transparent.*

C'est bien sûr en cassant le thermomètre qu'on fera tomber la température.

· *Mesure n°8bis : affranchir les États de la menace des marchés financiers en garantissant le rachat des titres publiques par la BCE.*

Les Etats ont bien d'autres moyens de se défendre. Engager structurellement la banque centrale à cautionner les emprunts d'états est la porte ouverte au n'importe quoi.

Fausse évidence n°4 : L'envolée des dettes publiques résulte d'un excès de dépenses
· *Mesure n° 9 : Réaliser un audit public et citoyen des dettes publiques, pour déterminer leur origine et connaître l'identité des principaux détenteurs de titres de la dette et les montants détenus.*

La connaissance précède l'action : chercher les propriétaires des créances sur l'état a simplement pour objectif de permettre de leur nuire en faisant à l'occasion de la démagogie sélective.

En revanche il est intéressant de savoir quelle est la part de la dette contractée en devise et l'importance des porteurs nationaux. Le Japon est lourdement endetté mais vis à vis de lui même (c'est l'épargne japonaise qui finance les déficits publics). La France a pris le risque de se financer beaucoup hors d'Europe. Des règles en la matière seraient sans doute utiles.

Fausse évidence n°5 : Il faut réduire les dépenses pour réduire la dette publique
· *Mesure n°10 : Maintenir le niveau des protections sociales, voire les améliorer*

(assurance-chômage, logement…) ;

Nous avons déjà le niveau de protection sociale le plus élevé au monde ce qui explique que la récession ait de son seul mouvement mis tout notre système public en énorme déficit. Aller plus loin est un voeux pieux alors que nous sommes déjà le pays qui a la proportion la plus faible de sa population au travail. Il faut au contraire réduire la possibilité de vivre aux crochets de la collectivité indéfiniment en rendant les aides temporaires, avec une forte incitation à travailler. Mais cela veut dire une politique d'expansion et le rejet du malthusianisme. La politique de logement doit être centré sur les jeunes ménages qui ont des enfants.

· *Mesure n°11 : accroître l'effort budgétaire en matière d'éducation, de recherche, d'investissements dans la reconversion écologique... pour mettre en place les conditions d'une croissance soutenable, permettant une forte baisse du chômage.*

On retrouve toute l'ambigüité du discours politiquement correct sur l'écologie : on veut aggraver durablement tous les coûts au nom de l'écologie et on croit qu'avec cela on va réduire le chômage. On n'augmente pas la vitesse en montant sur les freins. Les mots sont impuissants à résorber cette contradiction.

Les économies à faire sur la nature sont des emplois de la richesse et de la productivité pas leur moteur

Fausse évidence n°6: La dette publique reporte le prix de nos excès sur nos petits-enfants
· *Mesure n°12 : redonner un caractère fortement redistributif à la fiscalité directe sur les revenus (suppression des niches, création de nouvelles tranches et augmentation des taux de l'impôt sur le revenu…)*

La fiscalité directe sur le revenu est payée par 500.000 personnes en France sur 66 millions de résidents. Le cumul des prélèvements et des impositions sur ces ménages aboutissent à des taux d'imposition de plus de 80% même avec le bouclier fiscal (qui laisse passer les deux impôts les plus importants : les charges patronales et la TVA). Croire qu'en finissant de ruiner ces moteurs de l'économie on va s'en sortir est (au mieux) une escroquerie morale et politique.

· *Mesure n°13 : supprimer les exonérations consenties aux entreprises sans effets suffisants sur l'emploi*

Si on veut dire que la subvention au 35 heures doit être supprimée, il n'y a aucun doute. Le gros problème est dans l'exonération des charges sociales des smicards actuellement reportée sur la dette. Comme système de croissance durable, il y a mieux. Il faut certainement réfléchir intensément à une meilleure solution. Cela dit les interventions économiques des collectivités locales et de l'Etat sont très généralement des échecs effroyables.

Fausse évidence n°7 : Il faut rassurer les marchés financiers pour pouvoir financer la dette publique
· *Mesure n°14 : autoriser la Banque centrale européenne à financer directement les États (ou à imposer aux banques commerciales de souscrire à l'émission d'obligations publiques) à bas taux d'intérêt, desserrant ainsi le carcan dans lequel les marchés financiers les étreignent*

La BCE a financé les Etats et indiqué qu'elle le ferait en cas de crise extrême. Que la planche à billets ne soit pas le mode de financement naturel des déficits publics est tout à fait normal. Qu'on y recourt en cas de crise exceptionnelle n'a rien de choquant.

· *Mesure n°15 : si nécessaire, restructurer la dette publique, par exemple en plafonnant le service de la dette publique à un certain % du PIB, et en opérant une discrimination entre les créanciers selon le volume des titres qu'ils détiennent: les très gros rentiers (particuliers ou institutions) doivent consentir un allongement sensible du profil de la dette, voire des annulations partielles ou totales. Il faut aussi renégocier les taux d'intérêt exorbitants des titres émis par les pays en difficulté depuis la crise.*

La ruine du rentier a été tentée par les gouvernements Laval et suivants : généralement accompagné d'une réduction de revenu des fonctionnaires, c'est une mesure de déflation. Elle n'a de sens que si les prix baissent ou ont baissé. Si l'endetté est dans une position dangereuse il lui sera difficile quoi qu'il arrive de trouver des bailleurs. Le transfert du risque qu'il crée sur d'autres ne peut être envisagé que comme une mesure transitoire accompagnant un fort plan de retour à l'équilibre des finances publiques. C'est d'ailleurs ce qui a été fait.

Fausse évidence n°8 : L'Union Européenne défend le modèle social européen
· *Mesure n°16 : remettre en cause la libre circulation des capitaux et des marchandises entre l'Union européenne et le reste du monde, en négociant des accords multilatéraux ou bilatéraux si nécessaire*

La vraie question est celle des taux de change et des politiques de changes mercantilistes, plus que celle du libre échange. On ne peut garantir le libre échange que dans un système concerté de changes fixes avec des obligations réciproques, afin que les produits s'échangent effectivement contre des produits, rendant l'affaire bénéfique pour tous. Des échanges structurellement déséquilibrés avec des aberrations constantes dans les changes ne conduit qu'au vol de l'emploi en Europe. La question est l'organisation monétaire. Cela dit un tarif extérieur commun était utile en Europe et aurait du servir de soupape tant que le désordre monétaire n'aurait pas été réglé. L'Europe est le dindon de la farce. Mais les solutions proposées n'ont aucun sens.

· *Mesure n°17 : au lieu de la politique de concurrence, faire de « l'harmonisation dans le progrès » le fil directeur de la construction européenne. Mettre en place des objectifs communs à portée contraignante en matière de progrès social comme en matière macroéconomique (des GOPS, grandes orientations de politique sociale).*

La tendance de la mondialisation est de créer des monopoles et des oligopoles. Une politique de lutte contre les concentrations abusives est donc strictement indispensable. Sinon les Etats et les consommateurs se retrouveront nez à nez avec des monstres plus gros qu'eux et capables de leur imposer leur loi. De même la notion d'industrie stratégique a un sens. En revanche les grands programmes multilatéraux fondés sur le politiquement correct n'aboutissent généralement qu'à des résultats foireux s'il n'y a pas d'organisme supranational imposant l'application des règles par la contrainte. On voit que l'Europe qui propose ce genre de cadre a déjà le plus grand mal à imposer des politiques limitées et précises. Des grands machines vagues aboutiront à des grandes bêtises inefficaces.

En revanche, il faut que la politique mondiale vise à la croissance et au plein emploi. Ce qui implique un cadre monétaire international le permettant. Les changes flottants sont l'exact système qui ne le permet pas. Rappelons que Bretton Woods avait pour but de permettre une politique expansionniste internationale.

Fausse évidence n°9 : L'euro est un bouclier contre la crise
· *Mesure n°18 : assurer une véritable coordination des politiques macroéconomiques et une réduction concertée des déséquilibres commerciaux entre pays européens*

Les déséquilibres commerciaux intra européens ne sont pas un problème. Pas plus que les déséquilibres commerciaux intra-français entre l'Auvergne et la Lozère.

En revanche une monnaie unique suppose une politique économique coordonnée. Là, les bœufs ont été mis avant la charrue. des corrections institutionnelles s'imposent.

· *Mesure n°19 : compenser les déséquilibres de paiements en Europe par une Banque de Règlements (organisant les prêts entre pays européens)*

Cela revient à mutualiser les dettes d'état. Certainement pas une bonne idée à terme. Chaque état est responsable de son équilibre macro économique. Les mesures de mutualisation n'ont à être envisagées que dans un cadre de secours exceptionnels. Que cela puisse être mieux fichu qu'actuellement, c'est sûr. De là à institutionnaliser la mutualisation, certainement pas tant qu'il n'y a pas unification des politiques économiques.

.

· *Mesure n°20 : si la crise de l'euro mène à son éclatement, et en attendant la montée en régime du budget européen (cf. infra), établir un régime monétaire intraeuropéen (monnaie commune de type « bancor ») qui organise la résorption des déséquilibres des balances commerciales au sein de l'Europe*

Le système de type bancor doit être mis en place à l'échelon mondial. Il permettra à l'Euro de fonctionner bien plus confortablement.

Fausse évidence n°10: La crise grecque a enfin permis d'avancer vers un gouvernement économique et une vraie solidarité européenne

· *Mesure n°21 : développer une fiscalité européenne (taxe carbone, impôt sur les bénéfices, ...) et un véritable budget européen pour aider à la convergence des économies et tendre vers une égalisation des conditions d'accès aux services publics et sociaux dans les divers États membres sur la base des meilleures pratiques.*

Des taxes ! Des impôts ! Encore, encore, encore. Toujours, toujours, toujours. Les impôts c'est bien. C'est le bien suprême.

On a inventé en France la liberté fiscale régionale via la compétence universelle sans régler la compensation par des pertes de recettes nationales. On a eu la taxe sur le beurre et la taxe sur la taxe sur le beurre. 1 millions d'emplois inefficaces dans les régions plus tard nous sommes obligés de revenir sur cette imbécilité et cette licence. Et on veut faire la même chose en Europe. Qu'on nous dise quelles taxes nationales on veut supprimer en compensation !

Quand au vieux serpent de mer des "services publics" qu'il faudrait égaliser, cela recouvre la vieille réclamation des syndicats du secteur public de perdurer dans l'être sous le couvert de monopoles inefficaces et couteux garantissant à ses salariés des avantages extravagantes dans de multiples domaines. L'obligation de service public peut très bien être pris en charge dans un système concurrentiel. Réclamation corporatiste d'anciens apparatchiks cégétistes et communistes dans un but exclusivement clientéliste. A condamner absolument.

· *Mesure n°22 : lancer un vaste plan européen, financé par souscription auprès du public à taux d'intérêt faible mais garanti, et/ou par création monétaire de la BCE, pour engager la reconversion écologique de l'économie européenne.*

La "reconversion écologique" est un mythe. Financer un mythe par la planche à billets une parfaite foutaise. Halte au feu !

Au total comme dans toutes les productions d'Attac, ou équivalents, on retrouve les mêmes articles de foi :
- l'impôt c'est bien :
- la planche à billets c'est formidable
- les monopoles publics c'est délicieux.
- les banques c'est horrible
- les riches c'est détestable.
- le libre échange c'est mal
- les transactions financières c'est parasite.
- le malthusianisme écolo c'est bien.
- l'inflation c'est ce qui nous faut
- l'Europe c'est bien si cela taxe et accepte les monopoles publics. Sinon c'est mal.

Un tel catéchisme est au mieux débile. L'économiste-cureton cégéto-trotsko-communiste pourra parfois, comme un Le Pen, poser de "bonnes questions". Il lui apportera toujours de mauvaises réponses. En tout cas une bonne réponse, comme les ressemblances au cinéma, "ne saurait être que le fait du hasard".